

# A.P.L. OUEST INFORMATIONS

bulletin régional HEBDO — Agence de Presse Libération

17 SEPTEMBRE

n° 1009

Page 1-MARCELLIN N'EST PAS MORT--REPRESSION SYNDICALE  
PETITS POMPISTES CONTRE GRANDES SURFACES .

Page 2-DES REQUINS SUR LE PONT--LICENCIEMENTS A ST-BREVIN  
CHILI:DOCKERS SOLIDAIRES .

Page 3-BATIGNOLLES,P.D.G. VOIE ?

Page 4-PORTUGAL,UNE PETITE BOITE DU TEXTILE .

Page 6-CALENDRIER

Page 6-7 UNE SOLUTION DE LIAISON AVEC L'A.P.L.

1,50 franc

imp Spé APL

ABONNEMENT 12 NUMEROS 15 FRANCS

APL Périodique Nantes cccap 54701

APL Périodique Nantes cccap 54701

11 rue de Bretagne 75003 Paris

**APL** 29 rue Jean JAURES 44000 NANTES

Directeur: Maurice Clavel

LIBRAIRIE 71 TÉL: 73.82.48

REPRODUCTION.UTILISATION DES INFORMATIONS... LIBRES.

## ANCIEN MINISTRE A LA RECHERCHE D'UN PETIT BOULOT ?

MARCELIN N'EST PAS MORT...le 14 Septembre à La Gacilly (Morbihan) notre ancien premier flic de France a déclaré :

"Pourquoi l'opposition ne répondrait-elle pas aux vœux de conciliation du pays en proposant une pause sociale pendant au moins 6 mois, délai nécessaire pour tester la capacité du plan de relance à créer des emplois ?

Toute politique de harcèlement social sera considérée comme une volonté de faire échouer le plan et donc d'empêcher la création des emplois . "

Raymond espère-t-il se faire réembaucher au Ministère de l'Intérieur, voyant son successeur Ponia actuellement attaqué de tous côtés, c'est possible . - A propos de "vœux de conciliation", de "pause sociale" et autres "relances", le CFTF et ses organismes affiliés viennent de décréter que les travailleurs de chez Grandin et de chez TRIMON, dans la région parisienne, ne toucheraient plus leurs indemnités de 90 % du salaire, après 8 mois de chômage . Motif : passent plus de temps à manifester qu'à chercher du boulot . Aux Batignolles et ailleurs, qu'on se le tienne pour dit .

## REPRESSION . . .

"POUR AVOIR DONNE DES RENSEIGNEMENTS INTERNES "un délégué du personnel titulaire (C.G.T. ) de la Savonnerie Bernard à Rezé, emploté depuis 30 ans dans l'entreprise, est mis à pied depuis le 4 Aout .

Il s'agissait tout simplement d'une correspondance pour coordonner l'activité syndicale avec un autre syndicat CGT d'une savonnerie ! La direction a déposé une demande de licenciement, et la CGT dénonce cette ATTEINTE AUX LIBERTES ET AUX DROITS SYNDICAUX .

## . . . SYNDICALE

"LA DIRECTION DES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE SE REFUSE A EMBAUCHER LES MILITANTS CGT DE LA SOTRIMEC (ex SEPM) en chômage suite à la fermeture de cette usine, déclare le syndicat CGT de la métallurgie dans un communiqué . (11 Septembre )

## PETITS POMPISTES CONTRE GRANDES SURFACES

POMPES A ESSENCE BLOQUEES PAR LES POMPISTES EN COIERE AU SUPERMARCHÉ CASINO DE NANTES (13 SEPTEMBRE ). Les gérants libres de station-services protestent contre la politique de "dumping" des grandes surfaces qui se permettent de vendre le super 6 centimes moins cher le litre, se permettant d'abandonner tout ou partie de leur marge bénéficiaire

pour attirer la clientèle, en se rattrapant ensuite sur d'autres produits . Ce mouvement de protestation parti du Sud Est de la France a ensuite atteint l'Ouest . Il est suivi d'une grève de 48 heures prévue pour les 16 et 17 Septembre .

## DES REQUINS SUR LE PONT.

PONT DE MINDIN : POUR LE PASSAGE GRATUIT .

"Le financement du pont tel qu'il a été réalisé représente un véritable scandale ...les Pouvoirs Publics ont délibérément livré le pont aux grosses sociétés privées ...qui annoncent la couleur :

46 F 00 ALLER-RETOUR POUR UNE VOITURE 6 CHEVAUX .

...les habitants du département paieront le pont 3 fois : le passage lui-même (péage), les subventions versées par le Conseil Général provenant des impôts locaux, la construction des accès " déclarent dans un communiqué la CFDT, la CGT et le PS (St-Brévin-Paimoeuf) . Les signataires invitent la population à venir signer la pétition contre le péage en visitant le STAND ITINERANT le Dimanche sur les marchés de la région .

L'A.P.J. a rapporté au Printemps dernier une expérience de boycott du péage en Charente-Maritime avec l'appui d'une centaine de militants du P.C.F.

50 LICENCIEMENTS CHEZ PIOLAIN A ST-BREVIN . Fermeture de l'entreprise certains ouvriers de chez Piolain en sont à leur deuxième ou troisième licenciement en moins de trois ans (crise chronique dans le bâtiment dans le secteur de St Brévin) .

## CHILI : DOCKERS SOLIDAIRES

13 SEPTEMBRE : LES DOCKERS DE LA ROCHELLE REFUSENT DE CHARGER POUR LE CHILI (produits chimiques sur le cargo Anjou) . Le secrétaire du syndicat des dockers du Chili vient d'être arrêté par la junte.

CORSE  
3  
FRANCE  
O

Henri BREGEON retrouve la Liberté . Arrêté le 31 Aout et incarcéré à la Maison d'Arret de Brest, il avait été accusé d'avoir écrit sur les murs "Corse 3, France 0" et "FLB" . Examiné par le docteur GOURVES, du comité de soutien, Henri Brégeon a été hospitalisé, portant des "hématomes larges et symétriques sur les bras" . Il scuffre également de douleurs articulaires et aurait attrapé tout ça dans les couloirs de la gendarmerie : les courants d'air sans doute .

# BATIGNOLLES... P.D.G. VOLE ?

...Pas encore . Mais ça pourrait arriver . LEUENBERGER, PDG de Creusot-Loire (Nantes) est certainement le premier cadre supérieur d'un grand trust ayant exaspéré "ses" ouvriers au point de recevoir d'eux 3 coups de poing dans la figure et un coup de pied un peu plus bas -le premier depuis fort longtemps en tout cas . Il est également un des plus rapides à la course : c'est du moins ce qu'affirment plusieurs travailleurs qui l'ont vu quitter ses bureaux en catastrophe, Vendredi dernier vers 8 Heures du matin . L'usine venait de recevoir un coup de téléphone "ALERTE A LA BOMBE " . Des spécialistes du déminage avec tout leur équipement sont venus sur place étaler leur savoir-faire, pour rien évidemment-sous les rires de certains évidemment ...

Un tel climat n'a rien de folklorique . 160 licenciements ont été annoncés dans l'usine, concernant aussi bien des cadres, du personnel de bureau et de nombreux ouvriers . Parmi eux des travailleurs de plus de 50 ans, ayant jusqu'à 30 ans et plus d'ancienneté, des cas sociaux de toute sorte, de nombreux militants des syndicats et du comité de lutte. Les licenciés ont reçu leurs lettres individuellement avant que l'Inspection du Travail ait pris aucune décision légale .

On sait qu'actuellement 28 travailleurs licenciés de chez PARIS S.A. l'an dernier (également des métallos ) se trouvent encore au chômage . . .

16 Septembre

17 Septembre

La direction des Batignolles vient d'envoyer une lettre aux délégués syndicaux annonçant qu'elle porte plainte contre X pour violence voies de fait et détérioration de biens. /

La direction ajoute que le 10 septembre il y a eu : "irruption dans les locaux d'une forte déléation aboutissant à des incidents graves: le responsable des affaires sociales a été blessé à la tête par le jet d'un cendrier. D'autres membres de la direction ont été pris à partie et sérieusement bousculés, les locaux ont été envahis et des meubles détériorés"

Afin d'éviter que de tels incidents se reproduisent, la direction demande aux organisations de prendre les dispositions nécessaires.

La commission exécutive des métaux CFDT dénonce une telle procédure (le dépôt de la plainte) et appelle les métallurgistes à se tenir prêt à répondre aux mots d'ordre intersyndicaux.

# PORTUGAL : LA RÉVOLUTION DANS UNE PETITE BOITE DU TEXTILE, "RODRIGUEZ Y RODRIGUEZ"

(LISBONNE)

AVANT...

Cette petite usine de confection emploie 320 personnes, dont 50 % de femmes. Jusqu'au 25 Avril c'est une entreprise familiale. Aucune liberté syndicale. Répression constante. Jusqu'à 18 heures de travail par jour pour un salaire de misère. Pas de congés payés.

## LA VEUVE RODRIGUEZ ABANDONNE

Dés le 25 Avril, les travailleurs s'organisent et posent leurs revendications. La veuve RODRIGUEZ s'affole et plutôt que d'avoir à affronter une lutte ouvrière qui s'annonce dure, elle abandonne la totalité de l'Entreprise aux Travailleurs. (Elle a d'ailleurs de nombreuses autres richesses). Les actions sont bloquées. Les 320 employés sont propriétaires collectivement de l'entreprise. L'autogestion commence.

## ELECTIONS A LA COMMISSION DE TRAVAILLEURS

Chaque service est représenté à la Commission de Travailleurs: ateliers, vente, bureaux. Pour être éligible, il faut avoir 18 ans et 1 an d'ancienneté. Le mode de vote est très particulier: chacun votait pour 15 travailleurs de son service et de son choix. Etaient élus ceux qui auraient le plus de voix au total. - Le fonctionnement se fait par conseils (de gestion, fiscal, etc...). L'Assemblée Générale se réunit sur demande de 25 % des électeurs, ou de 1 des conseils, ou encore de 50 % des travailleurs d'un service.

→ En regardant le résultat de ces élections, il apparaît qu'une seule femme participe à cette gestion.

## DÉBOUCHÉS ... MAIS PEUR DU BOYCOTT

Les travailleurs n'ont pas eu de problèmes de débouchés car les principales commandes viennent de l'Etat: vêtements de travail, uniformes. Les matières premières viennent du Portugal et des anciennes colonies africaines. Sauf une crainte: la peur du boycott de la laine importée d'Afrique du Sud, d'Australie, de la Nouvelle Zélande.

## CADENCES ... 40 HEURES, CONGES PAYÉS

Les cadences ne sont plus imposées ici mais la production a augmenté ici car produire pour les travailleurs de Rodriguez y Rodriguez, c'est survivre, c'est un acte de conscience politique.

Les travailleurs font maintenant 40 heures et ils ont un mois de congés payés.



# CALENDRIER

JEUDI 18 SEPTEMBRE : MEETING PORTUGAL,  
Pour Le Communisme (P.L.C.)- Révolution  
Salle Vasse 20 H 30 NANTES

JEUDI 18 SEPTEMBRE St-Nazaire- Jugement de 16 paysans  
(Camions de viande )  
Manifestation Place Marceau 14 H 00

SAMEDI 20 SEPTEMBRE : HABY A LA BAULE  
Pour une inauguration .  
Manif SCENCFDT et Ecole Emancipée .

MARDI 23 SEPTEMBRE 20 H30 . L'A.P.J. PROPOSE :  
Réunion de travail pour préparer un dossier "Portugal "  
Fraternité Protestante-rue Amiral Duchaffault - Nantes .

MERCREDI 24 - 20 H 30 Réunion des Intérimaires Dubigeon  
Fraternité Protestante Nantes

JEUDI 25 20 H 30 :POUR UN BILAN DU RASSEMBLEMENT DE  
FONTEVRAUD DU 6-7 SEPTEMBRE;Réunion du comité Larzac-  
Fontevraud .

JEUDI 25 SEPTEMBRE MEETING PORTUGAL-LIGUE COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE SALLE VASSE

## TOUS AU RASSEMBLEMENT NATIONAL DES CHOMEURS 4 OCTOBRE A PARIS

Le Pouvoir avoue qu'il s'est trompé : façon un peu cavalière pour ne pas avouer qu'il est avec son gouvernement le grand responsable de la situation. Il prend des mesures de Relance pour l'économie, mais quelles mesures !

DES MILLIARDS POUR LES PATRONS, DES AUMONES POUR LES SALARIES, RIEN POUR LES CHOMEURS .

La CFDT affirme que le plan de relance est en fait un plan de stabilisation du chômage .

Face à cela il est nécessaire d'agir pour obtenir : réduction de la durée du travail (semaine de 40 heures sans perte de salaire, retraite complète et décente à 60 ans . Création d'emplois dans les services publics (Education Nationale, Santé, P.T.T., Transports . S.M.I.C à 1700 F00, minimum de retraite à 45 F00 par jour , MAINTIEN DU SALAIRE ANTERIEUR DANS TOUS LES CAS DE CHOMAGE TOTAL OU PARTIEL . etc...

(Extrait du tract CFDT) aux chom

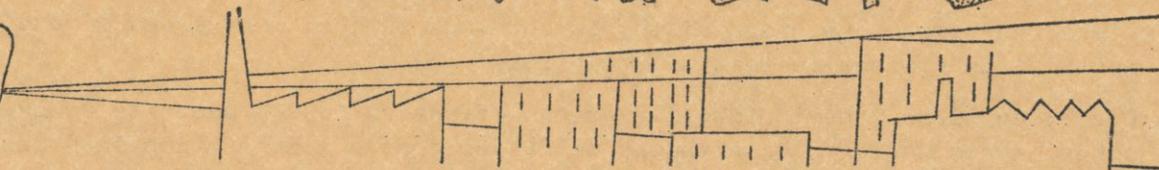
# UNE SOLUTION DE LIAISON A.P.L. - LECTEURS -

Un des problèmes du collectif A.P.L. est le contact avec les lecteurs . Ayant décidé de prendre ce problème à fond, nous vous proposons de nous inviter à une de vos réunions, si vous faites partie d'un groupe : réunion de canton des paysans-travailleurs, réunion de section syndicale ou de groupe d'entreprise, d'un groupe comme Vent de la Zone, etc.. Ou plus simplement si vous connaissez un certain d'autres lecteurs de l'A.P.L., vous pouvez susciter une réunion .

A une telle réunion, nous pourrions discuter de nos problèmes et voir les solutions pour permettre une meilleure transparence du bulletin, ainsi qu'une meilleure remontée de l'information .

A. P. L.

# VENT de la ZONE



10

Septembre  
1975

Parti Socialiste Unifié/ Union Marxiste de Nantes/ Pour le Communisme  
et d'autres camarades travailleurs.

DANS LE MEME BATEAU . . . . ?

A la Sercel, en Juillet, les bruits de couloir faisaient ressortir l'optimisme de la situation. En Septembre, revirement, rien ne va plus, nous allons à la catastrophe.

Les mesures proposées par la direction pour remédier à la situation seront supportées entièrement par les travailleurs et sont faites sous la menace des licenciements :

La direction veut réaliser une économie de 700 millions d'anciens francs sur les salaires :

- 1°) les congés seront pris au gré des besoins de la direction (15 jours en Décembre)
- 2°) le chômage partiel : réduction à 30 ou 32 heures par semaine
- 3°) tout ceci à condition qu'il n'y ait pas d'augmentation de salaire pendant un an, ce qui est une dénonciation de fait des accords d'entreprise.

G I S C A R D - S E R C E L . . . . .

L'économie capitaliste mondiale traverse une crise grave, la plus grave depuis la grande crise de 1929. Le patronat voit momentanément son taux de profit baisser mais, s'il réussit à annuler la combativité ouvrière, il sait qu'il va tirer profit de cette crise.

En effet, la crise permet, avec l'aide de l'Etat, d'accélérer la disparition des entreprises les moins bien armées et ainsi le renforcement des trusts à qui la relance permettra de mieux utiliser un appareil de production, aujourd'hui sous-employé et d'obtenir ainsi une nouvelle augmentation des taux de profit.

Pour pouvoir appliquer leur solution à la crise, le patronat et la bourgeoisie ont besoin de casser la combativité ouvrière. (la crise de 29 n'a été résolue que par la défaite physique de la classe ouvrière et la montée du fascisme).

.../...

Aidé par le gouvernement, le patronat multiplie les efforts dans ce sens :

- 1°- C'est, au niveau des entreprises, le chantage au choix entre les licenciements et un blocage de fait des salaires
- 2°- C'est, au niveau idéologique, la grande offensive de la nécessité de la cohésion nationale : les attaques de Chirac contre l'opposition le 9 Septembre à l'Assemblée.
- 3°- C'est, sur la scène directement politique, le Plan Giscard : 5 Milliards de francs nouveaux d'aide aux familles, 25 aux entreprises. Mais, compte tenu de la fiscalité française et du non-blocage des prix, ce sont les travailleurs qui, par les impôts, (directs et indirects) paieront la note.

..... MEME SON DE CLOCHE.

Le chantage de la direction de la Sercel est une parfaite illustration de la politique du patronat :

- . Reprendre en main les travailleurs en les menaçant de licenciements; sous cette menace, en profiter pour remettre en cause les avantages acquis : congés payés, accord d'entreprise.
- . Masquer le plus possible aux travailleurs les réalités économiques :
  - la Sercel n'est pas une entreprise isolée : elle fait partie partie d'un groupe : la C.G.G.. Par sa production, elle permet à ce groupe d'avoir une place importante dans la recherche pétrolière sur le plan mondial (si la Sercel n'existait pas, la Texas Instrument serait la seule au monde à fabriquer ce matériel).
  - La direction rappelle qu'elle n'a jamais distribué, sauf en 1974, de dividendes à ses actionnaires (en 74, 36 Millions d'A.F.) Bien sûr, mais qui sont ces actionnaires ? Des banques, et dans le même temps, la Sercel versait 400 millions d'A.F. de frais financiers aux banques (les mêmes ou d'autres peu importe !)
  - la direction se plaint aujourd'hui que la baisse du dollar lui fait perdre de l'argent mais, dans le passé, elle n'a jamais proposé aux travailleurs de partager les plus-values obtenues par la hausse du dollar !
- . Faire supporter à la classe ouvrière dans son ensemble la crise et préparer les conditions d'un nouveau profit. Ce sont les fonds publics (nos impôts) qui vont payer les 4/5° de l'indemnisation due à la réduction du travail de 40 à 30 ou 32 heures. La direction profite de cette réduction pour augmenter la productivité du travail : en effet : en 1975 il y a eu 73 millions de francs nouveaux de chiffre d'affaires pour 17.080 heures-années, soit environ 4.200 F par heure-année; en 1976, on prévoit 65 millions de francs nouveaux de chiffre d'affaire pour environ 12.710 heures-année (soit environ 5.100 F par heure-année. Cette augmentation de l'heure-année perm et de nouveaux profits !

Les travailleurs de la Sercel doivent faire échouer le chantage de leur direction. Pour cela, leur combattivité est nécessaire mais, compte-tenu de l'enjeu, cette lutte doit s'inscrire dans une riposte concertée de la classe ouvrière. C'est à cette riposte qu'il faut, dès aujourd'hui, travailler

Ce tract, rédigé par des travailleurs de la zone et des habitants du secteur est distribué par ces derniers.

FEST NOZ TRAGIQUE EN CORSE / 3 MORTS !

---

Le mythe de la Nation Française, une et indivisible, continue à prendre du plomb dans l'aile : la Corse sort le fusil, Marianne serrie les fesses et se voile d'indignation.

Le gouvernement bourgeois centraliste de la France s'entête et manie le bâton, faite de pouvoir comprendre : comme en d'autres temps où la France croyait s'étendre majestueusement de Dunkerque à Tamanrasset, elle se prend les pieds dans les plis du drapeau tricolore.

Seul dernier pays d'Europe avec l'Espagne, elle continue à nier son caractère multinational au nom de la sûreté de son état. Ce qui permet de remplir ses prisons : 12 Corses + 3 Bretons + 7 GARI = Giscard se décrispe.

Pour faire bonne figure, la gauche hexagonale française y va de sa réforme inflationniste : elle nous propose de multiplier les palais borbons : 1 à Rennes, 1 à Ajaccio... 21 en tout !

Devant l'arrogance de la bourgeoisie française et la répression coloniale dont est victime le peuple corse, tous les militants progressistes doivent faire front.

Le Groupe Information Bretagne de Nantes :

- condamne la répression économique, culturelle et policière violente par laquelle l'Etat bourgeois français entend briser les Mouvements des Minorités Nationales,
- demande la dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat,
- affirme que la lutte des Minorités Nationales est indissoluble de la lutte pour le socialisme,
- sans partager toutes les orientations prises par l'A.R.C., exige la libération des autonomistes corses emprisonnés,
- appelle l'ensemble des militants et organisations progressistes de Loire-Atlantique, bretons ou non, à rejoindre le comité de soutien pour la libération d'Edmond Siméoni et de ses camarades.

Le gouvernement peut dissoudre l'A.R.C., il ne pourra pas dissoudre le peuple corse, ni aucun peuple de l'hexagone en lutte pour le socialisme !

G.I.B.

(Groupe Information Bretagne de Nantes )

(qui regroupe à titre individuel des militants de la Fédération bretonne du P.S.U., d'Ar Falz, de Skol an Emsav, de Sav Breish, des C.A.B., des inorganisés)

Contact : Librairie 71, 29 rue Jean Jaurès - 44000 NANTES

